

<https://www.snetap-fsu.fr/Proces-Gezi-condamnation-de-la-decision-politique-Exigeons-la-liberation.html>



**Procès Gezi : condamnation
de la décision politique.
Exigeons la libération
immédiate de l'ensemble des
détenus**

Date de mise en ligne : dimanche 8 mai 2022

- Les Dossiers - Vie fédérale -

Copyright © SNETAP-FSU - Tous droits réservés



Le lundi 25 avril 2022, la justice turque a prononcé un verdict qui confirme un point de non-retour pour ce qui reste du système judiciaire en Turquie.

À l'issue du procès dit de « Gezi », Osman Kavala, entrepreneur philanthrope, figure importante de la société civile et détenu depuis 4 ans malgré les décisions de la CEDH et de la Cour constitutionnelle de Turquie, a été condamné à la perpétuité aggravée - la peine maximale - pour « tentative de renversement du gouvernement ».

Mücella Yapıcı, Çiğdem Mater, Hakan Altınay, Mine Özerden, Can Atalay, Tayfun Kahraman et Yiğit Ali Ekmekçi, ont chacun écopé de 18 ans de réclusion. Il s'agit de représentant.e.s de la Plateforme de Solidarité Taksim créée lors des protestations qui avaient gagné l'ensemble du pays en 2013. Cette plateforme regroupait des organisations professionnelles d'architectes, ingénieurs, avocats, artistes, journalistes, médecins, syndicalistes, représentants de diverses associations et partis politiques opposés au projet de destruction du parc Gezi.

Alors que, par deux fois déjà, l'accusation avait été déboutée et les accusés relaxés, cette fois-ci, les nouveaux juges n'ont même pris la peine d'étudier le dossier avant de prononcer ces sentences iniques.

L'un des trois juges, nommé en urgence au Tribunal pénal, est un ancien candidat à la députation de l'AKP, le parti d'Erdogan.

Cette décision confirme la fin de l'Etat de droit en Turquie et porte un coup dévastateur à Osman Kavala, à ses coaccusés et à leurs familles, mais aussi à tou.te.s celles et ceux qui croient en la justice et en l'importance des droits humains.

Celle-ci intervient dans un contexte où la répression et l'intimidation du pouvoir en place s'accroissent dans la perspective des élections générales prévues en 2023.

Ces dernières semaines, le député Garo Paylan a été accusé de « trahison » pour avoir soumis (pour la neuvième fois comme chaque 24 avril) une proposition de loi visant à reconnaître le génocide arménien. Cette année, toute commémoration du génocide a été interdite en Turquie. De même, une opération militaire baptisée « Griffe du tigre » a été lancée contre les [régions](#) kurdes.

Nous, les organisations signataires :

Condamnons cette décision politique et exigeons la libération immédiate des détenus ;

Exhortons le gouvernement français et les responsables européens à interpellier leurs homologues turcs sur les exactions commises par le régime en place ;

Réaffirmons notre soutien et notre vigilance sans faille à toutes les forces progressistes de Turquie, qui résistent à l'autoritarisme, pour faire régner la démocratie.

Vive la solidarité internationale !

Les premiers signataires :

Assemblée Citoyenne des Originaires de Turquie (L'ACORT)

Agir pour le changement et la démocratie en Algérie (ACDA)

Assemblée Européenne des Citoyens (AEC- HCA-France)

Association France-Kurdistan

Association Culturelle des Travailleurs Immigrés de Turquie (ACTIT)

Association de Défense des Droits de l'Homme au Maroc (ASDHOM)

Association de Travailleurs Maghrébins de France (ATMF)

Association Démocratique des Tunisiens en France (ADTF)

Association des Marocains de France (AMF)

Association des Tunisiens en France (ATF)

Association Hassan Saadaoui pour la Démocratie et l'Egalité

Association Nachaz-Dissonances Tunisie

Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne (ATTAC France)

Association Tunisienne de Défense des Libertés Individuelles

Association Tunisienne de Soutien des Minorités (ATSM)

Associaton Vigilance pour la Démocratie et l'Etat civique

ATDVU

Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale (CEDETIM/IPAM)

Collectif du Rêve Commun

Collectif Soumoud - Tunisie

Comité pour le Respect des libertés et des Droits de l'Homme en Tunisie (CRLDHT)

Confédération Générale Autonome des Travailleurs en Algérie (CGATA)

Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives (FTCR)

Fédération internationale pour les droits humains (FIDH)

Femmes Plurielles

Front uni des immigrations et des quartiers populaires (FUIQP)

Ligue des droits de l'Homme (LDH)

Marche Mondiale des Femmes

Memorial 98

Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP)

Mouvement des femmes kurdes à Toulouse

Organisation contre la torture en Tunisie

Réseau Euromed France (REF)

Solidarité avec les Universitaires pour la Paix et Défense des Droits Humains en Turquie (SUP-DDHT)

SOS Racisme

Syndicat national autonome du personnel de l'administration public en Algérie (SNAPAP)

Union Culturelle Française des Arméniens de France (UCFAF)

Union des Travailleurs Immigrés Tunisiens (UTIT)

Confédération Générale du Travail ([CGT](#))

Fédération Syndicale Unitaire ([FSU](#))

Union syndicale Solidaires

çès Gezi : condamnation de la décision politique. Exigeons la libération immédiate de l'ensemble des dé

Ensemble ! (Mouvement pour une Alternative de Gauche, Écologiste et Solidaire)

Europe Ecologie Les Verts (EELV)

Génération-s

La France Insoumise

Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA)

Parti communiste français (PCF)

Parti Socialiste Paris 10e

Pour une Ecologie Populaire et Sociale ([PEPS](#))